

L'ACTION DE L'ÉTAT FACE AUX CLASSES POPULAIRES

Denis Merklen

Où se trouve la société argentine cinq ans après la plus grave crise de son histoire? Il paraît évident que si nous voulons procéder à une telle évaluation, il faudrait comparer la situation sociale d'aujourd'hui avec l'état de la société au moment de la crise de décembre 2001 et de la prise de pouvoir de l'actuel gouvernement, en mai 2003. Mais il est également légitime de se demander comment le gouvernement a pris les choses en main et ce qu'il a demandé de faire à l'État. Plus précisément, nous allons focaliser notre regard sur la politique mise en place en direction des classes populaires. Quelle a été la réaction du gouvernement Kirchner face aux mouvements sociaux résultant de la crise sociale et face à l'appauvrissement? Quelle a été l'attitude du gouvernement face aux *piqueteros* et la très large mobilisation sociale articulée au niveau des quartiers? Dans quelle mesure sa politique est en continuité ou en rupture par rapport aux gouvernements précédents?

LE BILAN CHIFFRÉ : UNE OPÉRATION DIFFICILE

Afin d'entrer dans le vif de notre sujet, il paraît indispensable de regarder quelques-uns des chiffres les plus élémentaires concernant la situation sociale de l'Argentine. Nous le savons, le gouvernement de Néstor Kirchner a pris le pouvoir dans le contexte d'une crise terrible. En octobre 2001, 28 % des ménages et 38,3 % des personnes vivaient dans la pauvreté, c'est-à-dire près de 9 millions de personnes et un peu moins de 2 millions de familles. Parmi ces pauvres, 3 175 000 étaient considérés comme indigents par l'Institut des statistiques de l'État, l'INDEC, ce qui veut dire qu'ils avaient faim ou, pour le dire moins durement, que leur alimentation était insuffisante¹. À partir de 2002, la forte augmentation des prix qui suivit la dévaluation de la monnaie (notamment ceux des aliments qui absorbent 46 % des dépenses des ménages à faible revenu) provoqua une détérioration de la situation. La proportion de personnes vivant sous le seuil de pauvreté était de 57,5 % en octobre 2002, et 45,7 % des familles se

trouvaient en situation d'indigence. Terrifiants, ces chiffres sont la conséquence de quatre années de récession où le produit intérieur se divisa presque par deux entre 1999 et 2002. Lorsque Nestor Kirchner prit le pouvoir, plus de la moitié de la population était sous le seuil de pauvreté (54 %, 11 millions de personnes), et 27,7 % vivaient dans une situation d'indigence. Un an plus tard, au premier semestre 2004, les proportions de pauvres et d'indigents s'étaient réduites de 10 %, et la réduction de la pauvreté continua : fin 2005, la pauvreté touchait 33,8 % des Argentins et l'indigence 12,2 %².

Si nous regardons du côté du travail, nous observons un mouvement similaire sur le chômage. Au plus profond de la crise, à la mi-2002, un Argentin sur quatre se trouvait sans travail. Aujourd'hui, cette proportion s'est réduite de moitié et le chômage touche « à peine » 12,5 % de la population active. À quoi est due cette récupération spectaculaire de la situation sociale ? Essentiellement à la reprise de l'activité économique, qui croît à un rythme très soutenu depuis 2003. En effet, la dévaluation de la monnaie, décidée en février 2002 par le gouvernement d'Eduardo Duhalde, provoqua une augmentation formidable de la compétitivité des produits exportables, en même temps qu'une revalorisation du marché intérieur du point de vue des entreprises locales³. Il faudrait sans doute ajouter aux effets de la croissance la dure bataille que le gouvernement Kirchner a menée face aux entreprises liées au capital exportateur, ainsi que face à celles dont le capital est d'origine étrangère. Bataille menée face aux premières afin de retenir un maximum de la plus-value générée par la dévaluation dans les coffres de l'État et afin d'éviter que les exportateurs n'alignent les prix intérieurs (déprimés par la dévaluation) sur ceux du marché international. Deux cas exemplifient ce combat politique, celui du pétrole et celui de la viande bovine et des produits agricoles en général. Dans le cas des entreprises à capital étranger, la bataille s'est fortement engagée avec les entreprises de services publics qui avaient été privatisées pendant le gouvernement de Carlos Menem (1989-1999). Du point de vue du capital transnational, le bénéfice réalisé localement s'est divisé par deux ou par trois avec la dévaluation. Dans les deux cas, le gouvernement a su défendre une évolution des prix intérieurs en fonction de l'augmentation de la demande et des coûts locaux, et non en fonction de la flambée des prix sur les marchés internationaux. En effet, tant le capital local visant les exportations que le capital étranger cherchant à se valoriser à travers la provision de services, les deux secteurs intéressent en première ligne le budget des foyers à plus faible revenu. Aliments, transport, électricité, eau potable, le quotidien d'une famille populaire est directement concerné par l'évolution de ces capitaux. Dans un contexte de dévaluation, la tension entre besoins de capitaux et besoins des individus arrive à son comble. Les intérêts des uns et des autres se trouvent directement

opposés. Nous devons mentionner, enfin, la négociation de la dette extérieure, où le gouvernement a su faire porter une partie du coût de la crise par les marchés financiers et diminuer considérablement la ponction en argent que l'État pratiquait sur l'économie locale en leur nom et en celui des organismes financiers internationaux depuis des décennies. En revanche, sur ce même terrain, une fois la dette réduite grâce aux négociations, le gouvernement a choisi de payer les créanciers internationaux, dans le but de conquérir une plus grande indépendance nationale. Mais cela s'est fait au prix d'un ralentissement de l'amélioration des conditions de vie de la population.

Ce point économique est incontournable dans un chapitre concernant le bilan social, car ces batailles constituent sans doute la principale politique sociale du gouvernement. Sans cette régulation de l'économie, la pauvreté aurait été difficilement réduite, tout du moins, elle ne l'aurait pas été dans les proportions indiquées. Cela dit, il est évidemment très difficile d'estimer l'impact social direct de cette politique économique sur le bilan social de la période, et il est impossible de le réaliser dans le cadre de cet article. Or, même face à une estimation globalement positive, tout observateur de l'Argentine contemporaine apprend vite à se méfier des conclusions tirées sur des périodes courtes. Les économistes affirment souvent qu'après une crise profonde une récupération s'ensuit. Dans quelle mesure cette évolution des principaux indicateurs socio-économiques correspond-elle à un assainissement de la société argentine ? Jusqu'où se traduira-t-elle par une amélioration durable des conditions de vie de la population ? La distribution des revenus, par exemple, donne une image beaucoup moins optimiste de la récupération économique : il y a toujours un écart immense entre les plus riches et les plus pauvres, les premiers gagnent, en théorie, près de trente fois plus que les derniers⁴. La démocratie argentine demeure socialement fracturée. Est-ce alors la croissance qui est en passe de permettre la reconstruction des conditions d'une équité sociale indispensable à la stabilisation d'une société démocratique ? Ou est-ce qu'elle ne correspond qu'aux effets de la sortie de crise, après quoi les classes populaires ne pourront que s'accommoder d'une fracture sociale politiquement instituée ? Voilà la grande interrogation qui s'impose, et voilà la grande méfiance avec laquelle nous regardons l'Argentine et son gouvernement.

Si nous limitons notre analyse à l'observation des grands indicateurs de l'évolution des revenus et du chômage, nous risquons de rater l'essentiel, ainsi que le montre la comparaison de sortie de crise de 2001 avec la situation sociale de sortie de crise de la fin des années 1980. En effet, à la fin 1989, l'hyperinflation avait déjà fait monter la pauvreté à des niveaux insupportables pour une démocratie. Elle touchait alors 47,3 % de la population pour le seul Grand Buenos Aires, et 16,5 % des personnes se trouvaient soumises à l'indigence.

Deux ans plus tard, Carlos Menem (1989-1999) pouvait se réjouir du fait que son gouvernement avait réduit ses proportions de beaucoup : la pauvreté ne touchait, à la fin 1999, « que » 21,5 % de la population et l'indigence « à peine » 3 %. L'inflation était enrayée, la croissance était au rendez-vous, le bilan social des principaux indicateurs du gouvernement péroniste aurait alors fait applaudir ces bons résultats, d'autant plus que le chômage était passé de 8,6 % à 5,3 % de la population active⁵. Nous savons maintenant que l'histoire n'était pas close à la fin des années 1990 et que tout allait empirer, précisément à cause de cette même politique qui affichait alors de si bons résultats. Mais qui prêtait attention, à ce moment-là, à ceux qui tiraient la sonnette d'alarme ?

Nous allons à présent sortir de ces grands indicateurs. Je propose de déplacer notre regard vers une échelle plus petite et d'évaluer l'action gouvernementale à partir d'un programme lancé en février 2004 par le président Kirchner. Il s'agit du plan *Agua más Trabajo*, selon sa dénomination officielle, dont les objectifs sont de donner accès à l'eau potable à quelque 400 000 individus, tout en créant une possibilité de travail pour plus de 2 300 personnes sans emploi. Le tout à l'ouest de Buenos Aires, dans les terres mythiques de La Matanza. Nous allons ainsi tenter de voir comment le gouvernement oriente l'action de l'État dans le rapport de celui-ci avec les classes populaires.

LE PLAN *AGUA MÁS TRABAJO* ET SES COOPÉRATIVES

En février 2004, quelques mois après avoir pris le pouvoir et quelques mois avant les élections législatives à venir de novembre 2005, le président Kirchner se déplace à La Matanza, où il réunit les leaders des deux principales fédérations de *piqueteros*, la CCC et la FTV. Le gouvernement demande du soutien. Les *piqueteros* exigent un plan d'eau potable. En effet, 500 000 habitants de La Matanza n'y ont pas encore accès, alors que l'entreprise *Aguas Argentinas* n'a prévu l'arrivée de l'eau qu'en 2023 pour toute la zone concernée au-delà de Camino de Cintura. La décision est prise et le plan *Agua + Trabajo* (« Eau plus travail ») est lancé. Une centaine de coopératives réaliseront les ouvrages nécessaires à la mise en place du réseau pendant un an dans 200 quartiers défavorisés. L'État, la municipalité et l'entreprise *Aguas Argentinas* cofinancent et codirigent la mise en place du réseau. L'eau devrait arriver au printemps, juste avant novembre 2005. C'est-à-dire juste avant l'été, où la diarrhée tue des dizaines d'enfants et où l'hépatite se répand, et juste avant les élections où le gouvernement craint pour lui l'arrivée d'autres catastrophes. Ce sera aussi juste avant que le gouvernement national et l'entreprise transnationale doivent décider du renouvellement ou non du contrat concernant la plus grande concession d'eau potable au monde⁶.

Agua + Trabajo vient amplifier un programme plus vaste que le nouveau gouvernement avait lancé par la promotion de coopératives de travail. Dans l'orbite du ministère de la Planification fédérale, ces coopératives visent la réalisation de travaux publics. Jusqu'en juin 2006, près de 1 800 coopératives avaient été créées, où quelque 29 000 ouvriers ont travaillé dans la construction de logements et de réseaux d'eau potable. Totalement consacré à La Matanza, le nouveau projet multiplie par deux le budget initialement prévu pour ces travaux publics à caractère social.

LES DEUX PROGRAMMES DE COOPÉRATIVES DE TRAVAIL

PROGRAMME FÉDÉRAL DE LOGEMENT

17 provinces concernées

1 653 coopératives

26 448 travailleurs qui réintègrent l'emploi

3 186 logements achevés

5 078 logements en construction

4 264 logements programmés

358 millions de pesos d'investissement (89,5 millions d'€)

PLAN *AGUA + TRABAJO*

197 ouvrages

131 coopératives constituées

2 300 postes de travail entre coopératives, techniciens et professionnels

1 025 kilomètres de tuyauterie

95 825 logements connectés

385 995 bénéficiaires

350 millions de pesos d'investissement (87,5 millions d'€).

Source : *Secretaría de obras públicas, Ministerio de la planificación federal.*

Le gouvernement décrit son programme dans les termes suivants : « Le gouvernement national a parmi ses objectifs centraux la promotion de politiques d'inclusion à travers la reconstruction des liens sociaux sur la base de la solidarité et de la culture du travail. Dans ce sens, l'inversion en travaux publics constitue un outil primordial pour le développement de politiques d'inclusion sociale qui génèrent des postes de travail et qui améliorent la qualité de vie de la population. [Le gouvernement promeut ainsi] la formation de coopératives de travail composées de bénéficiaires du *Plan Jefes y Jefas de Hogar* et de chômeurs sans revenu. Les fonds destinés auparavant au soutien des personnes sans emploi en situation d'urgence sont maintenant destinés à la création d'un processus social, productif et

participatif, qui permet la réinsertion par l'emploi de nombreuses catégories qui en avaient été exclues. » On affirme ensuite qu'au-delà de l'amélioration des conditions de vie de la population, la formation de coopératives de travail permet « le renforcement des liens sociaux sur la base de valeurs telles que la culture du travail, la solidarité et la famille »⁷.

Chaque coopérative se compose de seize membres, dont un président et un vice-président. Elles sont formellement autonomes, ont un statut légal et sont libres de prendre leurs décisions en toute indépendance. L'État considère chaque coopérative comme une entreprise de travaux publics. Il lui commande la réalisation d'un ouvrage et la paye en fonction de l'avancement des travaux. Or, étant donné le caractère « social » du plan, l'État impose une série de conditions et octroie des avantages par rapport à une coopérative constituée hors du champ des politiques sociales. Concernant la composition des coopératives, non seulement le nombre de travailleurs est fixé d'avance, mais aussi l'État exige que les membres de chaque coopérative soient des travailleurs sans emploi dont la moitié se trouve sans revenu et l'autre moitié soit bénéficiaire du *Plan Jefes y Jefas de Hogar*⁸. Le gouvernement estime qu'en un mois de travail chaque travailleur devrait gagner 400 pesos par mois (100 €). Or, dans le cas des coopérateurs bénéficiaires de l'allocation *Plan Jefes y Jefas de Hogar* (« Chefs de foyer »), l'État paie seulement 250 pesos, que le travailleur ajoute aux 150 pesos qu'il reçoit déjà pour ladite allocation. Ces travailleurs sont dédouanés, en contrepartie, de leur obligation d'accomplir un travail d'utilité publique. En outre, les coopératives sont exonérées d'impôt et de charges sociales. Mais les travailleurs n'ont aucune couverture sociale et ne cotisent pas aux caisses de prévoyance. Tout fonctionne sur le papier et se trouve parfaitement établi, noir sur blanc.

Or, la mise en place du plan prévoit une marge d'indétermination qui laisse un pouvoir discrétionnaire aux acteurs locaux. Puisque le plan n'est pas prévu pour couvrir tout le territoire, comment décidera-t-on des quartiers où arrivera l'eau? Quels quartiers seront laissés à leur soif? Et comment décidera-t-on qui intégrera les coopératives? Loin d'être le résultat d'une réunion spontanée d'individus, les coopératives sont formées d'en haut. Mouvements sociaux et municipalité de La Matanza, chaque acteur constitue ses groupes de travail, les administre et leur assigne une zone d'action. Le partage est simple. 25 quartiers où domine la CCC, 25 où c'est plutôt la FTV qui est implantée, et 50 pour la municipalité. Même partage pour les coopératives: 25 pour la CCC, 25 pour la FTV et 50 pour la municipalité de La Matanza. Composée de 16 membres chacune, ces coopératives de travail permettent à chaque groupe de *piqueteros* de « donner » du travail à 400 personnes pendant 18 mois

– le double pour le municipale. L'enjeu est de taille. Ceux qui militent avec d'autres groupes politiques n'auront rien, ni l'eau ni le travail, et les autres districts de la banlieue non plus⁹. La municipalité et les deux grosses fédérations de *piqueteros* (CCC et FTV) distribueront quelque 300 000 pesos (75 000 €) en salaires et pourront se vanter d'avoir apporté l'eau chacune dans son quartier. C'est ce qui est à l'origine d'une concurrence qui se multiplie à l'infini : entre groupes de *piqueteros*, associations de quartiers, églises, partis politiques, provinces et municipalités¹⁰.

Ce que nous pouvons déjà avancer, c'est que, sur le plan de l'action sociale, le gouvernement de Néstor Kirchner suit les pas tracés par le péronisme dans les années 1980 et 1990, et dont le principal inspirateur fut Eduardo Duhalde (alors maire de Lomas de Zamora, puis gouverneur de Buenos Aires, puis président de la République par intérim en 2002-2003) à travers les *Casas de tierras* et le *Plan Vida*. Ce modèle d'action de l'État prend appui sur une conception du social directement héritée de la tradition syndicale, et vise la promotion d'une inscription territoriale des classes populaires. Voyons successivement ces deux points (tradition syndicale de l'action de l'État dans un premier temps, ensuite inscription territoriale). Ils vont nous permettre d'observer le lien politique qui lie les classes populaires à l'État à travers les nouveaux mouvements sociaux.

LA DÉMOCRATIE SOCIALE D'UNE ARGENTINE TOUJOURS PÉRONISTE

L'initiative sociale du gouvernement de Néstor Kirchner repose pour une bonne mesure sur les mouvements sociaux des années 1980 et 1990, celui des *piqueteros*, et celui, beaucoup plus vaste, des associations de quartier. Or cette forme de mobilisation collective ne peut se comprendre que par rapport à la mémoire du passé syndical argentin et des acquis sociaux obtenus sous les premiers gouvernements péronistes, dans les années 1950. L'empreinte laissée sur l'identité populaire fut tellement profonde que, même après la démolition de ce modèle social, d'abord par les militaires (1976-1983), ensuite par le gouvernement de Carlos Menem, et alors que la morphologie des classes populaires est devenue méconnaissable, un double héritage péroniste continue à s'imposer aux mouvements sociaux.

Il faut considérer en premier lieu la mémoire de l'intégration sociale. Ce qui est socialement « digne » n'est pas nécessairement ce qui est perçu comme « juste ». La conscience sociale se fonde sur la conviction que l'Argentine est une grande nation, *un país rico*, et qu'en conséquence le *peuple travailleur* mérite de vivre dans la *dignité*. Cette conception imprime une marque forte à la vie politique, en même temps qu'elle donne lieu à une forme particulière de conflits

sociaux. C'est dans cette acception de la « dignité » que certaines formes d'action illégale trouvent une légitimité reconnue, depuis l'occupation illégale de zones urbaines, les branchements clandestins sur les réseaux de services jusqu'aux barrages de routes des *piqueteros*. On peut penser que ce n'est pas juste de couper la route aux autres citoyens, mais on rétorquera que ce n'est guère plus juste de ne pas pouvoir vivre dignement de son travail. Plus profondément encore, la misère n'est pas digne des Argentins et l'exigence d'une gouvernance qui tienne compte de la situation des plus démunis n'est autre qu'une exigence de *respect*. « Nous vivons tous dans un pays riche », insistent-ils. Ainsi se mêlent différentes sources de légitimité sur lesquelles s'appuient les droits de l'individu. On ajoute aux droits des travailleurs le fait d'être argentin, ce qui assure aussi une forme de dignité, une base pour la mobilisation et aide à définir une limite morale à l'action des gouvernants. Ce sera sur cette base que la conception de la citoyenneté se déclinera à son entrée dans l'univers populaire.

Le peuple représenté par les mouvements sociaux est un peuple composé de « désaffiliés », en ce sens, le concept forgé par Robert Castel tire toute sa force heuristique du préfixe « dés ». Celui-ci vient nous dire que le sujet désaffilié porte en lui la mémoire, sinon l'expérience, d'une forme plus ou moins accomplie d'intégration sociale. Il se trouve peut-être soumis, dans une situation déterminée par le non-emploi et la pauvreté, mais il sait qu'un autre mode de vie est possible, et qu'il le mérite. Les hommes et les femmes que nous voyons mobilisés dans le mouvement *piquetero* sont fondamentalement des jeunes, ayant grandi dans une maison *digne*, ayant écouté leurs pères dire : « je vis de mon travail et non du vol » et s'étant fait raconter que : « comme a dit le Général [Perón], le travail donne de la dignité (*el trabajo dignifica*) ». C'est à cette mémoire qu'en appelle le programme des coopératives du gouvernement lorsqu'il dit promouvoir une « culture du travail ».

La sociologie nous a appris depuis longtemps que la trajectoire d'un individu est aussi importante que sa position dans la structure sociale. Nous devons maintenant tirer toutes les conséquences de cet acquis théorique sur le plan politique. Si elle a une histoire politico-sociale singulière, l'Argentine fait partie des pays connaissant la grande pauvreté et la fracture sociale *après* l'intégration. Sa situation présente doit se lire comme une rupture, comme une bifurcation. Cela différencie sa conjoncture propre de celle des sociétés où la pauvreté renvoie à une situation chronique, où *les choses ont toujours été comme ça*. Ces dernières doivent interpréter leurs conjonctures dans la régularité, dans la continuité. Dès lors qu'on prend note du caractère divergent du présent des Argentins par rapport à leur passé, il paraît évident que les organisations populaires tirent une partie de leur force morale de la mémoire de cette intégration rompue. C'est à partir de cette

mémoire qu'ils luttent pour la reconnaissance de leurs droits sociaux. Effectivement, comme l'a souligné Axel Honneth, les motifs moraux de l'action collective se trouvent souvent au sein d'une expérience commune de mépris¹¹, et la fracture sociale offre aux plus démunis le spectacle quotidien du mépris que les riches et les gouvernants ont à leur égard.

Or, le rapport entre les catégories populaires et l'État se nourrit aussi de la mémoire d'un autre passé. Les *pauvres*, les *travailleurs*, les *besoins*, doivent être représentés par leurs *organisations populaires*, seules garantes de leurs intérêts. De la même façon que les syndicats représentent les travailleurs, dans les années 1980 émerge une nouvelle catégorie d'associations, les *organisations territoriales*. Elles représentent, au niveau du quartier, tous ceux qui sont sortis du monde du travail, soit par la force du chômage, soit parce que leurs luttes ne concernent plus l'emploi ou le salaire, mais d'autres thèmes comme le logement, le cadre de vie ou les équipements et les services urbains.

Cette forme d'organisation populaire des années 1980 constitue le maillon qui fait le passage entre la tradition populaire incarnée par les syndicats et l'émergence de nouveaux mouvements sociaux, y compris les *piqueteros*. Elle hérite de la mémoire syndicale la conviction que les organisations populaires sont des « entités intermédiaires », ce qui veut dire que tout transfert de ressources de la part de l'État doit d'abord se faire vers les associations, qui, seulement dans un deuxième temps, transfèrent aux individus. C'est exactement ce qui est fait à travers *Agua + Trabajo*. Ce point est d'une importance majeure, car il donne de la complexité au système politique, et nous devons le comprendre à la manière d'Antonio Gramsci, qui étudiait la construction d'une « hégémonie » en prêtant une attention particulière au rôle de l'État dans la formation des personnels politiques.

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici que le premier péronisme a contribué pour beaucoup à consolider la morphologie sociale du pays par la formation d'une « société salariale » où près des trois quarts de la population active étaient salariés et couverts par des protections sociales structurées autour du travail¹². Cependant, afin de comprendre l'esprit de l'action sociale du gouvernement Kirchner, il n'est pas inutile de rappeler que le principal fait social du vieux péronisme fut le rôle qu'il accorda aux syndicats, donnant naissance à un système social qui structura la société pendant cinquante ans. En premier lieu, le péronisme dota les syndicats d'un immense pouvoir, tant au niveau économique que social, essentiellement par la façon dont il conçut l'institutionnalisation des protections sociales. En Argentine, une bonne partie des « acquis sociaux » n'était pas garantie par l'État, mais par les syndicats. C'était le cas notamment de la couverture des risques contre la maladie et les accidents. Au lieu d'un système unique, les Argentins accédaient à l'assurance maladie

en s'affiliant chacun à l'« œuvre sociale » de son syndicat. Ainsi, dans le cadre d'une couverture assurée pour tous, un cheminot bénéficiait tantôt plus, tantôt moins des prestations qu'un métallurgiste, qu'un employé de commerce ou qu'un fonctionnaire. Cette inscription sociale était ainsi une sorte d'affiliation syndicale contrainte par le fait que c'était elle qui donnait lieu aux droits sociaux, naturellement conçus dans ce contexte comme des droits des *travailleurs* plutôt que comme des droits des *citoyens*.

Les syndicats devinrent ainsi d'importants prestataires de services avec un pouvoir économique considérable. Ils percevaient 2 % de la masse salariale totale, ce qui leur permit de créer non seulement des hôpitaux et des cliniques dans tout le pays, mais aussi des centres sportifs ou de vacances et de construire du logement social. Véritable État social, le syndicalisme argentin acquit par cette voie un pouvoir d'une autre nature que celui donné par la grève et l'influence sur l'opinion publique. Par son rôle dans la structuration du social, il devint une composante fondamentale du système politique du pays¹³.

En second lieu, Perón concevait le mouvement social comme doté d'un rôle politique de premier ordre. Dès son premier gouvernement, le péronisme compte parmi ses élus des ministres et des législateurs syndicalistes, et ces derniers participent très activement à la désignation des candidats et à la formation des listes électorales du parti péroniste. En même temps qu'il est pratiquement impossible d'organiser un syndicat à filiation non péroniste, les syndicalistes deviennent une composante centrale du parti de Juan Perón. Et les syndicats vont aller jusqu'à remplacer celui-ci lorsque le parti sera proscrit et que le *Général* partira en exil (de 1955 à 1973). Pendant cette période, les syndicats nouèrent des alliances avec d'autres partis, ou appelèrent au vote blanc à plusieurs reprises, mettant ainsi le système politique face au caractère illégitime de ces élections. Le mouvement social décida alors du vote populaire.

L'impossible démocratie argentine acquiert ainsi l'une de ses principales caractéristiques. Le politique ne prend pas la forme que la philosophie lui accorde et la politique se fait dans d'autres lieux et transite par d'autres canaux que ceux que la science politique aime lui voir fréquenter. D'un côté, en alliance avec le secteur exportateur, les militaires se chargent d'arrêter ce mouvement péroniste, imbattable par le vote. De l'autre, sans être un parti, les syndicats représentent, de fait, une majorité proscrite tout en détenant le contrôle de l'appareil de protection sociale, avec pour conséquence l'effacement de la frontière entre l'État et la société civile (notamment du point de vue des classes populaires).

Cette structuration politico-sociale trouve son terme dans les années 1990 avec l'achèvement de la grande transformation libérale,

mise en œuvre à partir des années 1970. Essentiellement pendant la période de la dernière dictature militaire (1976-1983) et celle des deux gouvernements de Carlos Menem (1989-1994 et 1994-1999), l'État mène une véritable révolution par le haut, qui finit par saper les fondations de la société salariale argentine. L'État se retire complètement de l'économie par la privatisation de toutes les entreprises publiques (des services urbains aux banques, en passant par la sidérurgie, les ports et les aéroports, le pétrole, le gaz, les chemins de fer, les routes et les autoroutes), déplaçant le centre de la gravitation sociale vers le marché. L'économie se restructure vers l'extérieur, donnant la prééminence aux secteurs agricole, minier (gaz et pétrole) et financier suite à une désindustrialisation brutale. En 2001, le bilan est sans appel : seul un tiers de la population active est dans le salariat classique, près de 40 % de la population active survit dans l'économie informelle et le chômage touche près d'un travailleur sur quatre. Alors qu'elle était résiduelle jusqu'aux années 1970, la pauvreté atteint un Argentin sur deux au tournant du XXI^e siècle.

Or, cette brève révision historique ne suffit pas à rendre compréhensible le rapport existant aujourd'hui entre l'État et les classes populaires. La grande transformation libérale de l'Argentine n'agit pas seulement sur l'économie, elle s'inspire aussi de l'autre versant, politique, cette fois, de ce courant de pensée. En effet, la démocratie domine le système politique depuis la fin de la dernière dictature, en 1983, où elle semble enfin installée. Libertés civiles et politiques s'institutionnalisent définitivement, le système se consolide. De nouveaux mouvements sociaux jouent alors un rôle politique majeur, surtout dans l'installation des droits de l'homme au cœur de l'agenda politique. Les Mères de la place de Mai font le tour du monde, obligeant la reconnaissance internationale de la « disparition » comme « crime de lèse-humanité ». Cette démocratisation radicale a été mise à dure épreuve lors de la banqueroute financière de 2001, mais le système institutionnel a assuré une sortie de crise dans l'ordre après la démission de Fernando De la Rúa. Non sans contradictions, le libéralisme des années 1980 et 1990 mêla ainsi démocratie et pauvreté en Argentine. Ce paradoxe définit le cadre des mouvements sociaux à base populaire, car il définit le terrain d'action de l'État. C'est dans ce double cadre, social et politique, que s'inscrit l'action sociale du gouvernement Kirchner.

L'INSCRIPTION TERRITORIALE DES CLASSES POPULAIRES

Depuis les années 1980, tout un secteur de militants et de dirigeants plus ou moins liés à la gauche, à l'Église et au péronisme, a pu bâtir un tout petit mais véritable « pouvoir populaire », comme eux-mêmes aiment à le dire. Cela c'est fait par différents moyens,

mais essentiellement grâce à la conquête de ressources en provenance de l'État et des ONG. C'est dans le cadre de cette évolution que j'ai rencontré Luis D'Elía¹⁴, en janvier 1986. Celui qui est aujourd'hui l'un des principaux leaders des *piqueteros*, nommé au Secrétariat de la terre et du logement par le président Kirchner et limogé un an plus tard, était alors un jeune dirigeant des quartiers formés à partir d'occupations illégales de terrains urbains, les *asentamientos*. Ce mouvement se battait face au tout récent gouvernement démocratique pour obtenir la propriété des terres occupées. Mais lors des négociations, ils refusèrent la proposition du gouvernement d'Alfonsín (1983-1989) visant à régulariser leur situation car ils ne voulaient pas que l'État vende les terres directement aux occupants. À ce moment, Luis D'Elía nous disait plus ou moins ceci : « Il faut que l'État vende d'abord aux entités intermédiaires (une association représentant chaque quartier), ensuite ce sera à l'association de vendre à chaque habitant. C'est la seule façon de construire un pouvoir populaire. Si l'État vend directement aux habitants, nous n'existons plus. » Et il n'était pas le seul à penser cela. Beaucoup d'autres dirigeants formés dans les rangs péronistes ou au sein de l'Église pensaient comme lui. Ils savaient quel pouvoir leur mouvement gagnerait si leurs associations devenaient les intermédiaires de la vente. Ils y voyaient un gain de légitimité considérable. De plus, les organisations de quartier s'assuraient une relation avec les habitants pendant les vingt ou trente années pendant lesquelles ces derniers avaient à payer des mensualités à l'association (qui ensuite les transférait dans les caisses de l'État). Le gouvernement de Raúl Alfonsín (1983-1989) n'a pas voulu donner raison aux occupants. C'était trop demander à la jeune démocratie récemment installée : non seulement le gouvernement cautionnerait un mouvement fondé sur des actes illégaux (l'occupation de terres), mais encore l'État légitimerait un interlocuteur qui allait ainsi s'institutionnaliser et un pouvoir intermédiaire qui s'opposerait à l'idée d'autonomie du citoyen. En 1987, le péronisme gagna les élections régionales, notamment la province de Buenos Aires, pour revenir au gouvernement national en 1989. Il concéda tout. Aux occupants la propriété des terres et aux organisations le droit d'administrer le transfert. Les associations de quartier étaient ainsi reconnues comme des acteurs légitimes, même lorsque leurs quartiers étaient fondés sur une occupation illégale de terrains. Par la suite, les organisations de quartier devinrent également partenaires de l'État et d'ONG en tout genre pour l'administration de « politiques sociales », que celles-ci portent ce nom ou pas. Cette forme de lien avec l'État, que le gouvernement stimule (à travers *Agua + Trabajo*, par exemple), s'accorde avec ce phénomène que nous avons appelé « l'inscription territoriale » des classes populaires¹⁵.

Sur ce registre, l'action des mouvements sociaux n'est plus orientée par la recréation d'une tradition sociale suivant le modèle

de l'intégration et de la solidarité, ni d'une tradition politique selon l'esprit dans lequel les organisations populaires s'intègrent au système politique. En effet, la relation du gouvernement aux classes populaires ne se comprend pas si nous ne prenons pas en compte la nature du quartier populaire, en Argentine, tel qu'il se présente dans l'immense banlieue de Buenos Aires (12 millions d'habitants, dont 3 pour la capitale et 9 pour son immense couronne) et dans les principales villes du pays. Si nous observons, par exemple, le cas des *piqueteros*, nous verrons que, bien qu'ils aient trouvé leurs premiers appuis dans quelques petites villes minières de province où la pratique des « barrages de route » est née, ce n'est pas là que le mouvement trouve ses bases principales. L'action collective prit de l'ampleur quand la mobilisation migra vers les villes. C'est là que les centaines d'organisations de quartier, qui préexistaient à la naissance du mouvement, se sont approprié la méthode. Ces associations locales étaient effectivement déjà bien implantées dans leur quartier avant de devenir des « organisations *piqueteras* ».

L'action de l'État vise alors la forte tradition des organisations de quartier, qui avaient pris un nouvel élan avec les *asentamientos* des années 1980 et 1990. Face à une crise sociale s'exprimant aussi par une crise du logement, un secteur de l'Église catholique lance alors une série d'occupations de terrains dans les banlieues sud et ouest de Buenos Aires, avec le double objectif de bâtir des quartiers pour les dizaines de milliers de jeunes familles sans logement, et de donner une nouvelle impulsion au mouvement populaire anéanti par la dictature¹⁶. Les *asentamientos* donnent un nouvel élan à un véritable mouvement d'« organisations territoriales ». Celui-ci se développe dans tous les quartiers populaires de la banlieue de Buenos Aires, profitant du soutien de plusieurs partis, d'ONG, et notamment du péronisme qui y voit la possibilité de nouer des liens avec un secteur social qui montre une forte potentialité politique et une grande capacité d'innovation. C'est d'abord Eduardo Duhalde, depuis la mairie de Lomas de Zamora, puis Antonio Cafiero depuis la province de Buenos Aires, qui comprennent et donnent les premiers un soutien effectif au mouvement. Il faut aussi dire que, sur ce point, le gouvernement Menem n'introduisit pas de rupture avec cette tradition, qui se perpétue avec N. Kirchner.

La politique de ciblage et de décentralisation des aides sociales, mise en place sans interruption par les gouvernements successifs depuis Raúl Alfonsín jusqu'à aujourd'hui, vient soutenir le nouveau mouvement populaire. Celui-ci à la fois résulte et alimente un processus profond d'inscription territoriale des classes populaires. Il s'agit d'une forme de lien social localisé qui contraint le mouvement par deux exigences. En premier lieu, les familles habitant ces quartiers dépendent de manière croissante d'une solidarité localement structurée. Pendant

cette période, plusieurs moments clés ont ponctué une conjoncture dans laquelle la collaboration entre habitants d'un même quartier s'est avérée cruciale. On peut citer, par exemple, les milliers d'habitants des bidonvilles de la capitale expulsés par la dictature à la veille du Championnat mondial de football de 1978. Leurs maisons sont rasées par des bulldozers, les familles rejetées loin dans la banlieue. Déposés par des camions de l'armée aux lisières de la ville, ils ont dû organiser collectivement des lieux d'habitation là où tout manquait. Abris, sanitaires, accès à l'eau potable et l'électricité... Tout dépendait de l'entraide et de la coopération. Puis la crise sociale va élargir la dépendance mutuelle des pauvres¹⁷. En 1989, avec une hyperinflation qui a liquéfié la monnaie et littéralement laissé sans ressources une bonne partie de la population, nous assistons à une véritable crise de survie¹⁸. Encore une fois, fabrication du pain, soupes populaires, prise en charge des enfants et des plus démunis nécessitent des liens de solidarité solidement structurés. Le pays connaît alors pour la première fois de son histoire de véritables « émeutes de la faim », où des foules parties de ces quartiers saccagent commerces et supermarchés¹⁹. Puis la récession de 1998-2002 reproduira un scénario identique du point de vue des classes populaires, bien que provoqué par des causes économiques distinctes. La disette et l'émeute s'accompagnèrent de la consolidation d'une mobilisation populaire qui structura une solidarité à base territoriale. En même temps, le quartier servait de point d'appui pour agir sur l'État, les ONG et le système politique. C'est cette forme de mobilisation et d'insertion sociale que nous appelons « inscription territoriale des classes populaires » et qui est soutenue par la politique sociale du gouvernement.

La déstructuration du monde du travail et la désagrégation des formes de protection sociale ont soumis de nombreux Argentins à la dépendance et à la pauvreté. Cette transformation ne s'est pas accompagnée de la disparition du rôle social de l'État, mais de son évolution. Il a cessé d'être un État social, fondant son action sur le principe de la protection des risques, certes, mais il a accru son rôle d'assistance. Décentralisation, focalisation et ciblage des politiques sociales ont été les concepts à travers lesquels le secteur public a réorienté son action dans une nouvelle conception de la question sociale. L'État ne vise plus ici à protéger le travail, mais à « lutter contre la pauvreté »²⁰. Cette réorientation de l'action de l'État va mettre des ressources à la disposition des organisations populaires et va constituer l'une des clés de la nouvelle « politicité » populaire, car si les associations de quartier doivent répondre d'une part aux exigences de la structure de solidarités locales dont elles sont issues, d'autre part, elles doivent se projeter vers le système politique afin d'y trouver les ressources dont a fatalement besoin le quartier. Ce cadrage historique posé, revenons à présent à notre exemple d'*Agua + Trabajo*.

DE L'EAU ET DU TRAVAIL

Il est en effet intéressant de se pencher sur les deux volets principaux de la politique sociale qui nous occupe. Les deux composantes essentielles du plan *Agua + Trabajo* sont données précisément par l'accès aux deux éléments vitaux constitutifs de la vie quotidienne en démocratie, l'eau et le travail. Pouvoir ouvrir un robinet pour boire et se laver, pouvoir vivre dignement de son travail... Peut-on imaginer une participation pleine dans une société démocratique lorsqu'on doit vivre sans eau et sans travail?

Depuis la création de l'entreprise *Obras Sanitarias de la Nación*, l'eau qu'on boit à Buenos Aires est prise au Río de la Plata, épurée, pompée et distribuée dans un réseau unifié. L'expansion du réseau et l'extension du service ont progressé comme une tache d'huile, allant de l'est à l'ouest de la ville, de la rivière vers l'intérieur. Situé à l'ouest de l'agglomération, le département de La Matanza se trouve naturellement éloigné de la ressource. L'extension d'un aqueduc important était donc programmée pour apporter l'eau vers les zones les plus éloignées. En effet, d'une superficie de 300 km² et d'environ 1,2 million d'habitants, deux tiers du territoire de La Matanza et un demi-million d'habitants se trouvaient toujours hors couverture en 2004. Ce qui veut dire qu'ils boivent de l'eau contaminée, polluée par toutes sortes de déchets, mais essentiellement par un niveau de nitrates très élevé. Les forages qui servent à extraire l'eau sont peu profonds et il n'y a pas de système d'assainissement. Cette population, comme une bonne partie des 4 millions d'habitants du Grand Buenos Aires qui ne sont pas servis en eau potable, boit ses propres eaux usées, s'alimente de ses propres déchets. Il s'agit des populations les plus pauvres et les plus vulnérables.

La situation est extrêmement compliquée du point de vue de l'entreprise privée qui gère le service. L'investissement nécessaire pour arriver aux zones les plus éloignées est très coûteux. Les populations à desservir ne sont pas solvables pour la plupart, et lorsqu'elles le sont, les habitants ne sont pas toujours prêts à payer pour quelque chose qu'ils considèrent comme un « droit ». Dans ce contexte de pauvreté et d'immense défaillance institutionnelle, de déficits importants en urbanisation et en services en tout genre, il est effectivement difficile de susciter la participation nécessaire de la part de la population.

Confronté à l'urgence sociale et politique, le gouvernement contraint cependant l'entreprise à agir. Ensemble ils trouvent un modèle d'action qui comporte un volet « technique » et un volet « social ». Sur le plan technique, des puits seront creusés afin d'obtenir une eau qu'on espère de bonne qualité pour alimenter des « modules » regroupant chacun quelques pâtés de maisons, environ 2 000 habitants par module. Sur le plan social, le projet prévoit que les habitants eux-

mêmes seront conviés à participer à la construction des réseaux. Pour ce faire, ils constitueront une centaine de coopératives de 16 membres chacune. Les coopératives représentent une réduction considérable des coûts en main-d'œuvre par rapport aux entreprises de BTP. Mais on espère surtout qu'à travers elles on arrivera à impliquer les associations de quartier et les mouvements sociaux dans la gestion du service et dans la sensibilisation des populations à l'utilisation de l'eau. Les modules, quant à eux, présentent l'immense avantage d'être autonomes les uns par rapport aux autres, et par rapport au réseau principal de l'agglomération. L'extension du service ne devra plus attendre que la « tache d'huile » se répande, elle pourra se faire de façon ciblée, avec la facilité de celui qui décide en posant son doigt sur la carte. Seul bémol, à long terme, le système risque d'être plus coûteux en entretien et en fonctionnement, et la qualité de l'eau ne peut pas être garantie sur la durée tant qu'il n'y aura pas un système de tout-à-l'égout. Effectivement, bien que les puits soient plus profonds, l'assainissement n'est pas inclus dans le projet et les eaux usées continueront à être évacuées dans les nappes phréatiques à travers de simples latrines. À terme, cette évacuation sauvage des eaux finira par contaminer nappes et puits. Trop coûteux, l'assainissement. Peu importe, on a besoin d'eau maintenant et pour le reste, on verra plus tard. Nous sommes début 2004 et les effets de la crise sont encore là, bien présents. L'État doit faire preuve d'attention à l'urgence sociale.

La solution technique présente de surcroît un énorme avantage politique. L'avancement des travaux peut s'accommoder d'autres agendas que ceux établis par les ingénieurs d'ouvrages lourds. Comme nous l'avons dit, la construction de l'aqueduc et du réseau pour La Matanza était prévue par *Aguas Argentinas* pour 2023! Grâce au plan *Agua + Trabajo*, le président Kirchner inaugura en personne le premier module en août 2005 dans l'un des quartiers les plus éloignés de la capitale. C'est le quartier La Esperanza, au kilomètre 36 de la route n° 3, dans la ville de Virrey del Pino, un lotissement resté à l'abandon depuis les années 1970, loin de tout, entre les eaux pestilentielles du fleuve Matanza et la fameuse route n° 3 que les *piqueteros* coupèrent pendant un mois en novembre 2000. Puis on a pu servir de manière éparsée des quartiers en eau potable, comme si l'on saupoudrait des points sur une carte, sans avoir besoin qu'ils soient contigus les uns par rapport aux autres.

Il est vrai qu'une bonne partie des quartiers choisis pour bénéficier du plan a été sélectionnée en fonction de critères de risques sanitaires liés à la propagation de maladies transmissibles par l'eau, notamment l'hépatite et la diarrhée. Mais il est également vrai que les principaux dirigeants locaux se sont réunis autour d'une table et ont marqué sur une carte les quartiers où leurs groupes respectifs étaient le mieux implantés. La municipalité du maire Guillermo Ballestrini et les deux

grands groupes de *piqueteros* ont pu ainsi se partager le territoire. Grâce à l'élargissement du service par modules et non par l'extension d'un réseau unique, le gouvernement national pouvait accorder ses intérêts avec ceux des organisations locales.

Du point de vue de l'entreprise chargée par la suite de la gestion du service, cette implication des acteurs locaux à travers des coopératives d'habitants était aussi avantageuse. Participant à la construction même des réseaux, l'entreprise espérait pouvoir entraîner aussi les organisations locales dans les difficiles tâches d'éducation de la population pour l'utilisation des infrastructures en vue du maintien des normes d'hygiène et de durabilité du système. Et, fondamentalement, faire participer les organisations sociales pour convaincre les habitants de l'avantage de payer maintenant pour une eau propre, au lieu de bénéficier gratuitement d'une eau de mauvaise qualité. Il est vrai, nous avons pu le constater, que les habitants sont très méfiants devant la bonne nouvelle. « Comment je peux savoir si cela va marcher ou pas? Comment en être sûr? Qui me garantit que ça ne va pas tomber en panne d'ici un an? Pourquoi devrais-je fermer mon puits alors qu'il m'a coûté des années d'effort, et surtout qu'il marche toujours, hein, même en été? » Ce sont les questions les plus courantes, mais pas les seules, « Qui m'assure que le tarif ne vas pas exploser avec un prochain gouvernement... On a déjà vu ça, hein! » Ils ont certainement raison, et dans la conjoncture actuelle, ni l'entreprise ni le gouvernement ne sont en mesure de promouvoir une quelconque confiance dans les institutions.

Le système choisi a eu des avantages indéniables. À commencer par la rapidité des réalisations. Au moment où nous parlons, des centaines de milliers de personnes boivent une eau de très bonne qualité. Elles auraient dû attendre plus de vingt ans en buvant de l'eau contaminée selon les projets de l'entreprise. La vie de beaucoup d'enfants a certainement été sauvée. Mais un autre aspect social est intéressant. Il recouvre le lien des classes populaires à l'État et à la démocratie, et une anecdote issue de mon travail de terrain l'illustre. Mai 2004, je suis avec Pedro, un contremaître de la municipalité de La Matanza que j'accompagne dans le suivi des ouvrages de *Agua + Trabajo*, dont la construction a démarré à peine il y a quelques semaines. Nous entrons dans un *asentamiento* que j'ai connu au milieu des années 1980, lorsque les actuels habitants venaient tout juste d'occuper les terres. Pedro n'imagine pas que je puisse connaître si bien une zone que les classes moyennes craignent par-dessus tout. Le progrès est surprenant. Là où des centaines de familles demeuraient éparées sur plus de 100 hectares de terrain vague, là où elles se battaient pour garantir leur survie sous des tentes improvisées, nous observons aujourd'hui un vrai quartier. Des maisons, des rues tracées, éclairage et électricité qui desservent quasiment toute la zone, des églises ici et là... L'immense

pauvreté n'a pas paralysé le progrès urbain qu'ils ont su arracher à l'État. Je suis impressionné, mais je ne manifeste pas mon étonnement, « La vache! Ça a changé! » Mais mon « guide » décrit ce qu'il voit, lui, avec un sentiment d'amertume: « Regardez, ils ont tout, les rues bitumées, l'électricité, même le téléphone! Moi, j'habite à Rafael Castillo [un quartier pavillonnaire également très pauvre, à quelques kilomètres de là], j'ai acheté mon terrain à vingt ans, 240 mensualités! Tu vois? Nous avons acheté, nous n'avons pas occupé illégalement. Et qu'est-ce que nous avons? Rien! Ni eau potable, ni rues bitumées, rien! Tu sais ce qui se passe dans ce pays, celui qui proteste le plus, c'est celui à qui on donne tout! C'est comme ça, ils donnent à celui qui proteste... »

Depuis des années, l'action de l'État favorise cette différenciation sociale par le territoire. On sait que la fragmentation sociale s'est nettement imposée au niveau territorial avec l'enclavement des couches aisées dans quelques secteurs bien délimités du nord de l'agglomération, puis dans quelques quartiers épars ici et là. Mais l'État contribue à une production politique de l'agglomération, surtout en ce qui concerne les classes populaires. Ce n'est pas seulement l'eau et le travail qu'il distribue de façon discrétionnaire selon les alliances politiques de telle administration ou de tel groupe politique, avec telle ou telle association de quartier. L'État distribue de la même façon une bonne partie des bénéfices des politiques sociales. Aliments, médicaments, argent, tôle ondulée pour les toits, vêtements et outils pour les enfants... Tout s'adresse aux quartiers après être passé par les organisations territoriales. Ce mouvement est accompagné par des ONG de toute sorte. État et organismes privés suivent la même logique, une logique de projets qui doivent être ciblés, décentralisés, focalisés. Ce sont les mots d'ordre de la réorientation des politiques sociales, qui a lieu à partir des années 1980. Fini le temps des allocations familiales, des droits attachés au travail et à l'individu. « Trop coûteux et trop inefficace », disait-on à l'époque. Mais le problème de cette logique d'action, c'est que, comme les ressources sont insuffisantes pour toucher tous les quartiers, l'action de l'État produit une concurrence d'autant plus aiguë entre les habitants que ces denrées distribuées par l'action sociale sont la plupart du temps indispensables à la survie. Pourquoi à La Matanza et pas dans d'autres localités voisines comme Morón ou Lomas de Zamora? L'action de l'État sur ce type de logique favorise une politisation des classes populaires, contraintes ainsi de renforcer leur mobilisation pour essayer de susciter une orientation de l'investissement public vers leur quartier ou leur district. Cet élément de la nouvelle « politicalité » populaire hérite ainsi de la vieille conception du social forgée par des années d'action syndicale. De même que les métallurgistes avaient à l'époque plus de bénéfices que les textiles ou les cheminots, les

quartiers qui s'écartent des réseaux du péronisme, de la CCC ou de la FTV, risquent de se trouver pénalisés.

Ce que les ouvriers du plan *Agua + Trabajo* avaient à faire se résume essentiellement à trois tâches, nécessaires à la construction des réseaux d'eau. Creuser les tranchées, installer la tuyauterie et les robinets pour la connexion domiciliaire, reboucher les tranchées et refaire les trottoirs là où ils existaient. L'installation du réseau proprement dit présentait un certain défi technique et impliquait un apprentissage. Des tuyaux en PVC connectés par des technologies inconnues de ces ouvriers, puis le contrôle de l'entreprise *Aguas Argentinas* vérifiant la pression de l'eau, voilà un défi. Mais le creusement des tranchées était pénible. Que du boulot et de la peine. Aucun intérêt, aucune satisfaction. Si ce n'est échapper au désespoir du chômage, aux jours passés sans argent, sans activité ni perspective.

La première fois que je les ai vus à la tâche, c'était en mai 2004. L'automne était bien avancé et il faisait frais mais pas encore vraiment froid. Le soleil était déjà timide, il ne suffisait pas à chauffer les mains ni le dos. Et il pleuvait. Il pleut beaucoup à Buenos Aires en automne. Ils étaient dans des tranchées de quarante ou cinquante centimètres de large au plus et à un mètre environ de profondeur, parfois moins, souvent plus. Seize hommes alignés dans le fossé, la pelle ou le pic à la main. Dans les quartiers de Laferrere qui longent le fleuve Matanza, ils creusaient dans la boue. L'eau des nappes affleurait et inondait la tranchée, ils travaillaient dans l'eau, l'eau pourrie, sale, contaminée. Dès qu'ils ont vu arriver la camionnette de la municipalité, ils se sont précipités sur ses occupants pour dénoncer les boutons qui apparaissaient depuis quelques jours sur la peau des uns, les irritations des yeux des autres ou encore la diarrhée. On leur a fourni un moteur électrique pour pomper l'eau, mais la pompe s'est bouchée et est devenue inefficace. Il fallait nettoyer, s'arrêter. Et ils ne sont pas payés à l'heure, mais au mètre de canal fini. Plus la tranchée tarde à avancer, moins ils gagnent. Il faut 3 200 mètres de tranchée finis, les tuyaux posés et la pression établie pour toucher les 1 200 pesos correspondant à trois mois de travail (300). Un peu plus à l'écart du fleuve, toujours à Laferrere, la difficulté, c'est le calcaire. Le manche des pelles se brise, les pics se courbent, la terre est si dure que la pioche fait des éclats. Aucune machine, que des outils. L'une des coopératives que je visite est composée de personnes d'un certain âge. Je parle avec Angel, il a 70 ans. Toute une vie d'ouvrier, c'est lui qui va le plus vite, il fait des pauses régulières puis il creuse sans se poser des questions.

Au début, l'équipement était minime. Des bleus de travail, des gants et des bottes, des pelles et des pics, quelques scies et pinces pour ajuster les tuyaux. C'est tout. Quelques mois plus tard, la municipalité (qui a la maîtrise des ouvrages) a dû acheter quelques marteaux-piqueurs, qui tournent d'une coopérative à l'autre pour les endroits où

les ouvriers doivent casser le béton, dans les zones les plus urbanisées. Il y a aussi un appareil très ancien composé d'un immense engrenage actionné par un levier qui pousse une lance placée à l'extrémité. Il sert à creuser sous la chaussée lorsqu'elle est bétonnée sans qu'il soit nécessaire de la casser. On positionne l'engin dans la tranchée et deux hommes actionnent le levier en faisant avancer le tunnel centimètre par centimètre. Les ouvriers du quartier La Esperanza nous l'ont montré et ont expliqué son fonctionnement non sans fierté.

Un peu plus tard, on a dû reconnaître que le système de paiement pénalisait beaucoup de travailleurs. En théorie, l'État paie la coopérative sur la base d'un contrat qui impose des résultats. Nous venons de le voir, il faut à chaque coopérative deux modules finis (3 200 mètres de réseau) pour gagner les 19 200 pesos qui seront partagés entre les 16 membres de la coopérative. En théorie, ils devraient atteindre l'objectif en trois mois, ce qui représente 400 pesos par personne et par mois ($400 \times 3 \times 16 = 19\,200$). C'est ce qu'on leur a expliqué au cours des formations : « Ça fait un salaire d'environ 400 pesos par mois. Si vous finissez plus vite, vous toucherez l'argent avant les trois mois. Ça dépend de vous, de votre capacité de travail. » Mais les ouvriers se sont vite rendus compte que, dans les conditions réelles, l'avancée des tranchées tarde et qu'il faudra quelques semaines de plus pour toucher les 1 200 pesos. Ils protestent et obtiennent une amélioration. Lorsque les conditions sont difficiles, une « prime » sera accordée. C'est que la paie est un « salaire » qui n'est pas un véritable salaire, et les ouvriers sont membres d'une coopérative qui n'en est pas véritablement une. Les techniciens de *Aguas Argentinas* ou de la municipalité les traitent comme des salariés, contrôlent leur travail au jour le jour, donnent des instructions et des ordres précis. Personne n'est dupe. Ces travailleurs ne possèdent en aucun cas les capacités nécessaires pour faire face à un contrat d'ouvrage et encore moins pour gérer une coopérative, sa comptabilité, les rapports avec les fournisseurs et les différents partenaires, etc. Tout cela est fait par la municipalité et les fédérations de *piqueteros*.

Lors d'une tournée que j'accompagnais pour voir le suivi des travaux, nous nous arrêtons pour manger avec toute une coopérative. Les ouvriers étaient prévenus et lorsque nous sommes arrivés dans la camionnette aux insignes de la municipalité, ils nous attendaient en faisant griller de la viande. En plus du technicien qui assure le suivi, je suis accompagné par Roberto, un militant politique qui tient à me présenter la mise en œuvre du plan. Nous étions dans la camionnette en train de discuter des conditions de travail. À l'arrivée, on descend, on serre la main des ouvriers qui s'arrêtent de creuser et Roberto se lance dans une véritable harangue sur la « valeur travail ». « Grâce à ce plan, les gars, vous allez pouvoir sortir du chômage. C'est fini. Il faut que vous intégriez la culture du travail, que vous appreniez la valeur

du sacrifice et de ce qu'on peut gagner avec de l'effort. » Fatigués, ces hommes le regardent. Ils ont entre 30 et 60 ans et ils n'ont rien fait de leur vie si ce n'est travailler ou chômer selon la conjoncture. Je pense à la « violence symbolique » du discours. J'ai peur et je vais même jusqu'à penser que Pierre Bourdieu a eu raison avec ce concept. Puis je regarde mieux et change un peu d'avis. Les ouvriers sont simplement indifférents. Ils se foutent du discours du politicien. Ils se demandent qui est celui-là, l'autre, « *un profesor de la universidad de París ? Va savoir ce qu'il vient faire ici, cela doit avoir quelque chose à voir avec les Français de Aguas Argentinas* ». Ils ont compris que le discours de Roberto est pour moi, pas pour eux. Je me demande alors à qui s'adresse la publicité du gouvernement sur la « culture du travail » ?

Les conditions de travail que nous décrivons correspondent à l'image que nous nous faisons de la première industrialisation. « On se croirait aux débuts de l'industrialisation », c'est ce que m'a dit une collègue française qui était avec moi lors de mon travail de terrain. C'est vrai, les conditions sont dures. Pas de protection sociale, pas de stabilité. Ils sont payés à la tâche. Un boulot à réaliser et de l'argent à la fin. Je discute avec un autre collègue, un ethnologue argentin, cette fois. « Tu as raison, mais tu viens observer avec une autre normativité dans ta tête ». C'est aussi vrai, ces conditions sont les conditions de travail courantes pour ces catégories sociales aujourd'hui. Même si l'Argentine n'est pas un pays pauvre et si le pays n'en est pas au début de son industrialisation. Et 400 pesos est sans doute une somme significative dans ces quartiers, ce sont en tout cas les prix du marché du travail, ni plus ni moins que ce que gagne un manœuvre dans le bâtiment. Or il manque un facteur essentiel au bilan. C'est l'État qui commande le travail, et il le fait dans le cadre d'un travail social. Il dit promouvoir « l'intégration sociale », « renforcer les institutions », « revenir à la valeur travail ». Mais dans son action, il ne se place pas dans la norme légale ni dans celle des secteurs de l'économie où le travail est le plus protégé et le mieux payé. Il se situe au niveau du marché local, au niveau du marché du travail de l'économie informelle de ces zones de la ville, pas loin du point le plus bas de l'échelle et à bonne distance des normes établies. Dans ces conditions, il est évident pour tous, dès le départ, qu'une fois le travail fini chacun retournera à sa situation initiale, les habitants auront fait un boulot de plus et ils chercheront ou attendront le prochain. Une redistribution des ressources au profit des plus pauvres aura eu lieu, le revenu de la zone sera meilleur pendant dix-huit mois, le niveau de vie aura été sensiblement amélioré par l'accès à l'eau. Mais on sera toujours loin d'une politique visant l'intégration sociale. On peut faire l'hypothèse que ce n'est pas le travail qui manque dans les quartiers de la banlieue de Buenos Aires, peut-être même que celui-ci est abondant. Ce qui

manque affreusement, c'est l'emploi, c'est-à-dire le travail protégé, permettant d'assurer une participation égalitaire pour une société de gens semblables. Mais le volet « travail » du plan *Agua + Trabajo* ne semble pas trop avancer dans ce sens.

LA « POLITICITÉ » POPULAIRE

Le gouvernement de Néstor Kirchner ne pose pas son action en confrontation avec les nouveaux mouvements sociaux issus des classes populaires. Au contraire, sa politique sociale s'alimente des possibilités d'action de ces nouveaux outils de mobilisation. Or, comprendre le mode d'action de ces mouvements, dont les *piqueteros* sont un versant important mais pas le seul, c'est comprendre la façon dont les classes populaires font du politique. C'est ce que nous appelons la « politique populaire », concept visant à éclairer la nature du lien politique constitutif des plus démunis. Nous proposons d'employer le mot « politique » dans le même sens qu'on utilise en sociologie les notions de « sociabilité » ou de « culture » populaire. Il devrait nous permettre de sortir de la situation d'extériorité dans laquelle on met les classes populaires lorsqu'on parle du « rapport au politique », comme si le politique était une substance ou un univers extérieur à la fois à leur identité et à leurs pratiques, avec lequel les individus entreraient en rapport « après ». Après quoi? Après avoir été socialement déterminés? Pour sortir de l'impasse, il faut penser le monde populaire à travers la façon dont ils font de la politique (ce qui implique de donner une lecture politique de ce qu'habituellement nous appelons leurs « pratiques sociales »), à partir de la façon dont ces individus et ces groupes conçoivent la citoyenneté et la mettent en acte²¹. C'est là qu'agit, au moins partiellement, la politique « sociale » du gouvernement.

L'action politique des classes populaires ne se comprend pas si nous la pensons de manière classique à partir de son seul rapport à l'État. Afin de restituer la complexité de sa conjoncture, nous devons placer l'État au sein d'un système politique qui l'excède. Les institutions publiques et les autorités nationales et locales se trouvent, du point de vue des classes populaires, au sein d'un système d'acteurs où agissent également des partis politiques, des ONG, des églises, des entreprises de services publics privatisés, des syndicats et toute une panoplie d'organisations territoriales. De surcroît, dans un territoire comme celui de la banlieue de Buenos Aires, l'État se présente lui-même comme un acteur éclaté : nation, province et municipe mènent souvent des politiques divergentes. Le point de vue des classes populaires définit ainsi ses opposants et ses partenaires dans la complexité d'une mêlée presque inextricable car, bien que l'État joue, dans le cas de l'Argentine, un rôle prépondérant et que sa présence soit

incontournable dans le contexte des quartiers, l'accès aux ressources indispensables à la survie ne peut se faire par une action visant uniquement le secteur public. Vu d'en bas, celui-ci est perçu dans son incapacité à garantir tout seul la distribution des biens et des services essentiels. L'État reste l'acteur central et sa présence est massive, mais il a perdu le monopole de l'assistance sociale, qui se fait aujourd'hui aussi par le biais d'entreprises privées qui contrôlent l'accès à l'eau potable ou à l'électricité, d'ONG ou d'églises qui organisent des soupes populaires ou la distribution d'aliments, de partis ou de réseaux politiques qui contrôlent les systèmes d'accès à l'aide sociale. Les classes populaires connaissent la marge réduite dont disposent les autorités dans la régulation sociale. Cet éclatement de l'interlocuteur classique aux mouvements sociaux est l'un des éléments essentiels de la nouvelle politique populaire. Quelle possibilité pour un quartier de la périphérie de Buenos Aires d'agir sur les lignes de financement qui seront déterminées l'année prochaine à Bruxelles ou à Washington ? PNUD, Banque mondiale, Unesco, Unicef, BID, Union européenne, ces acteurs modifient profondément la structure des démocraties locales par le biais des ONG qui mettent en place leurs objectifs. Mais ce sont tous des acteurs échappant à toute possibilité d'action politique sur eux. Le système politique déborde amplement l'État, même lorsque celui-ci est fort et sa présence étendue, et rend le jeu politique local extrêmement complexe. Dans ce sens, l'alliance État-mouvements sociaux, proposée par le gouvernement, semble aller dans la direction d'une démocratisation plus avancée²².

À cet éclatement des acteurs intervenant sur le social s'ajoute la nature de leur action. Dans la vieille logique de garantie de droits à prétention universelle, le mouvement social avait pour but de faire reconnaître « ses droits » – ou ceux auxquels il croit pouvoir prétendre légitimement – et, a fortiori, de réclamer pour obtenir l'accès à ses bénéfices, à leur mise en œuvre, etc. Au contraire, dans le cadre de la nouvelle action sociale, défini par la « lutte contre la pauvreté », l'« aide » ou l'« assistance » sociales, l'action échappe à la logique de droits qu'on aurait pu, un jour, considérer comme « acquis ». Dans le système actuel, il s'agit toujours d'aller à la conquête d'une aide ponctuelle, ciblée sur un territoire ou pointée sur un besoin, mais qui sera toujours limitée dans le temps. Ce qui guide l'agir des institutions publiques, tout comme celui des ONG en tout genre, c'est une logique de « projets » financés pour une durée déterminée. Une fois le financement terminé, il faut passer à autre chose ou recommencer. C'est ce que les membres des coopératives savent très bien, mais... *« más vale pájaro en mano que cien volando »*.

Du point de vue des quartiers, cela provoque une situation d'indétermination qui rend très difficile l'inscription dans une logique de « progrès », ou tout au moins de stabilisation de l'action

publique. Au contraire, les classes populaires sont contraintes à une mobilisation perpétuelle. Du moment que le travail ne permet pas de parer aux besoins élémentaires, il faut toujours bouger pour trouver une allocation, un subside, une intervention, une aide, et il faut le faire vite avant que l'aide aille à l'organisation des autres, au quartier d'à côté. Voilà une deuxième composante de la politicité populaire, cette contrainte à faire de la participation politique un moyen de subsistance. Et voilà la raison principale de la solidité des organisations à base locale : ils obtiennent effectivement des ressources grâce à la mobilisation, mais ils sont dans l'incapacité de modifier durablement leur situation par ce biais. C'est ce que les politiques « incitatives » provoquent, la plupart du temps, quand elles poussent vers la « participation ». Et comme l'accès aux ressources s'est décentralisé, cette mobilisation est devenue d'ancrage territorial. On lutte aujourd'hui pour un soutien pour la cantine populaire, on protestera demain parce que le dispensaire n'a plus de médecin, parce que l'école n'a plus d'eau potable ou parce que le ramassage des ordures s'est interrompu. Lorsqu'une ONG proposera de l'argent pour lutter contre le sida, on le prendra, tout en sachant que ce sera fini dans quelques mois et qu'après il faudra prendre ce qu'on proposera pour le quartier, que cela convienne ou pas, comme la pluie et le beau temps, car tout est bon à prendre quand on manque de beaucoup.

À cette présence institutionnelle éclatée correspond une myriade d'organisations de quartier vivant chacune d'un lien politique particulier. Le groupe de la cantine est financé par l'église pentecôtiste, le groupe des femmes qui distribuent le lait à travers le *Plan vida* est financé par la Province, les coopératives faisant les canalisations pour l'accès à l'eau potable vivent de la mairie, l'église catholique a acheté les équipements pour la radio FM des jeunes et leur prête ses locaux où, le dimanche, un groupe lié au SERPAJ (une ONG de défense des droits de l'homme) distribue des repas et des aliments... Ainsi apparaissent et disparaissent, se réunissent et se divisent les groupements au sein de chaque quartier. Et c'est ainsi qu'ils s'affilient aux différentes fédérations de *piqueteros* qui leur fournissent le gros des ressources arrachées à l'État par les barrages de routes et les négociations qui s'ensuivent.

Mais il serait erroné de croire que la mobilisation populaire obéit à la seule contrainte matérielle. Le mouvement social doit répondre à une série d'exigences, individuelles les unes, collectives les autres, qui tirent son évolution dans des sens divers et provoquent des tensions en son sein. Bien qu'il agisse sur l'action collective dans des sens fréquemment divergents, c'est parce qu'il arrive à articuler ces exigences que le mouvement se maintient comme une forme valable de mobilisation et de représentation du monde populaire. Comment se place l'action du gouvernement dans ce contexte ?

La conjoncture libérale dans laquelle se constitue la politicité des classes populaires en Argentine impose la démocratie comme horizon de toute mobilisation collective. Les catégories populaires se mobilisent ainsi au nom du droit, et l'action collective doit être comprise sur ce plan comme une lutte pour la reconnaissance, au sens qu'Axel Honneth donne à cette expression. Le mouvement social vise ici une reconnaissance des droits sociaux, tout comme une reconnaissance de l'estime sociale des individus, ce qui se présente sous le thème de la « dignité » ou de conditions de vie « dignes ». Or ce que nous savons, c'est que le thème de la « citoyenneté » ne vint en Argentine pleinement à la conscience collective qu'à partir des années 1980, avec le thème des droits de l'homme, et qu'il se présente avant tout comme étant associé à des libertés politiques (liberté d'expression et d'association, non à la répression, etc.). Ceci semble constituer un acquis s'imposant même au sein des mouvements sociaux qui ont une organisation interne basée sur des normes démocratiques (assemblées, vote, liberté d'expression, etc.). Dans un schéma classique, c'est ce contexte de liberté politique qui a rouvert, pour les classes populaires, la légitimité d'une action en vue de la reconnaissance des « droits sociaux ».

Mais cette lutte pour la citoyenneté sociale peut être longue, et hasardeux le chemin à parcourir pour assurer l'institutionnalisation effective des droits. Et les classes populaires en sont conscientes. Le principal problème est moins de faire inscrire de nouveaux droits dans la loi que de rendre « réels » ceux qui sont déjà inscrits dans les textes. Il faut entre-temps assurer la survie et mener à bras-le-corps une lutte pour la subsistance. Cet autre combat obéit aux exigences de l'inscription territoriale. Le mouvement social agit ici entre les exigences imposées par la structure de solidarités locales au niveau du quartier, et les exigences du système politique et institutionnel, où il doit trouver les ressources pour ramener au quartier la subvention pour la cantine, quelques allocations pour les sans-emploi, une possibilité d'améliorer le ramassage des ordures ménagères ou l'éclairage pour ce secteur resté obscur et éloigné de l'avenue.

La mobilisation sociale se structure ainsi comme une bataille sans fin. Les pauvres sont condamnés à la participation, ce qui explique le caractère endémique des *piqueteros*. Le travail ne donnant plus accès à une quelconque sécurité sociale, les individus et les foyers sont contraints de s'organiser sur une base territoriale pour agir sur le système politique afin d'obtenir tout le reste, tout ce qu'on peut récupérer. C'est cette dimension de la mobilisation que l'État fomenté avec des plans comme *Agua + Trabajo*. Mais ce complexe institutionnel ne donne accès qu'à des bénéfices souvent limités dans le temps et dans l'espace. Le résultat du rapport entre les classes populaires et l'État, alimenté par la politique sociale, n'est que très

rarement l'institutionnalisation de droits à vocation universaliste. Il ne peut s'inscrire dans le droit, il est à « durée déterminée ». Ainsi, la mobilisation qui alimente la politicité populaire est condamnée à se reproduire, puisqu'« elle n'aboutira pas ». Elle ne peut que se répéter.

D'un point de vue analytique, nous observons par ailleurs que cette mobilisation s'appuie sur trois types d'action : les actions de force, comme les barrages de routes ou les occupations de terrains ; l'organisation locale, essentiellement au niveau du quartier ; et le vote comme monnaie d'échange avec les partis politiques. Le fait qu'en Argentine (comme dans beaucoup d'autres pays d'Amérique latine) le vote demeure obligatoire constitue un point d'appui considérable pour les classes populaires. Les partis se disputent donc cette force électorale potentielle rassemblée par la mobilisation populaire, ce qui permet aux mouvements de quartier de négocier leurs voix en échange de bénéfices plus ou moins importants pour leur secteur, selon la conjoncture politique. C'est ce que beaucoup n'hésiteraient pas à qualifier de « clientélisme », un clientélisme qui serait, comme on l'a vu pour le cas argentin, à double sens : depuis les partis, l'État ou les ONG vers les quartiers, puis depuis les organisations locales vers les habitants. C'est exactement ce que le gouvernement promeut à travers *Agua + Trabajo*, lorsqu'il accorde à chaque acteur, municipalité, FTV ou CCC, la prérogative de désigner sur leurs territoires respectifs à qui revient la possibilité d'un travail et dans quelles maisons on pourra boire de l'eau. Dans ce sens, son action reproduit l'esprit du vieux lien État-classes populaires que Perón avait construit avec les syndicats, les dirigeants *piqueteros* jouant aujourd'hui le rôle tenu jadis par les leaders syndicaux.

Cependant, les choses semblent plus complexes que la notion de « clientélisme » le donne à voir. En effet, la charge péjorative de cette notion est tellement importante que son emploi risque d'aplatir totalement les plis et les reliefs de la mobilisation populaire. Sans cette capacité de négociation, que l'État ouvre à travers la politique sociale, la mobilisation populaire serait réduite à la protestation face à un État aux pouvoirs dramatiquement limités. C'est ce que les dirigeants de quartier nous disent, à travers ces mots d'un militant du mouvement *piquetero* : « Pour nous, c'est du pouvoir populaire, sinon on serait morts ! » Ainsi vont les choses dans une démocratie socialement fracturée. La survie quotidienne devient un fait essentiellement politique. Et il est vrai que, lorsque l'État appuie son alliance avec les classes populaires sur cette contrainte de la mobilisation, il risque d'étouffer les possibilités de ces dernières de prendre l'horizon démocratique comme objet de leur action et de participer plus librement au débat d'idées.

NOTES

1. L'institut officiel des statistiques argentin (INDEC) définit comme « pauvre » toute personne dont les revenus ne lui permettent pas de satisfaire un ensemble de besoins alimentaires et non alimentaires (habillement, éducation, logement, santé, etc.) inclus dans un « Panier total de besoins élémentaires » (*la Canasta básica total*). Sont considérés « indigentes » les personnes dont les revenus ne donnent pas accès à un panier d'aliments minimum, permettant de couvrir les besoins énergétiques et protéiques nécessaires à la survie de l'individu.

2. Les chiffres précédemment cités correspondent à l'estimation que l'INDEC effectue sur la population urbaine totale à partir de son Enquête sur la population et les familles (EPH) réalisée sur 28 villes et conglomérats urbains. Cf. INDEC, EPH, plusieurs séries.

3. Pour plus de détail et une analyse plus approfondie de l'évolution de l'économie, se reporter sur la partie économique du présent volume, et notamment sur les contributions de Pierre Salama et de Jorge Schvarzer.

4. Il y a en théorie un écart de trente fois entre la ligne qui sépare les revenus du 10% le plus riche de la population de celui de 10% le plus pauvre. En France, pour donner une référence de comparaison, cet écart est « seulement » de quatre, et dans les pays scandinaves les plus riches gagnent en moyenne deux fois plus que les plus pauvres.

5. Tous les chiffres cités dans ce paragraphe correspondent au Grand Buenos Aires. INDEC, EPH, plusieurs séries.

6. Les services de l'eau potable et de l'assainissement furent privatisés et cédés en concession à l'entreprise *Aguas Argentinas* en 1993 dans le cadre de la vague de privatisations mise en place par le gouvernement de Carlos Menem. Le réseau avait été pour l'essentiel créé par l'entreprise publique Obras Sanitarias de la Nación qui assurait le service dans tout le pays depuis sa création en 1917. Dans les années 1980, les militaires ont fragmenté l'entreprise puis transféré aux provinces 161 concessions avec l'objectif final de la privatisation. Le but ne fut atteint donc qu'en 1993. *Aguas Argentinas* est un consortium dominé par Suez, avec une participation importante d'Aguas de Barcelona, et une fraction minoritaire de capitaux locaux. Au moment de sa privatisation, l'entreprise pourvoit de l'eau à 8,6 millions d'habitants. Pour une analyse de la privatisation de l'eau cf. Azpiazu, Daniel, Catenazzi, Andrea et Forcinito, Karina : *Recursos públicos, negocios privados. Agua potable y saneamiento en el Area Metropolitana de Buenos Aires*, Buenos Aires, UNGS, 2004.

7. Présentation du plan dans des nombreux documents. Cf. la page web de la *Secretaría de obras públicas, Ministerio de la planificación federal*.

8. Le Plan Chefs de Foyer octroi un revenu mensuel de 150 pesos (37,5 €) à des chefs de famille sans emploi en échange d'un travail d'utilité publique. L'allocation est distribuée à quelques 2 millions de sans-emploi.

9. Aux marges de cet accord, un groupe de militants lié aux Mères de la Place de Mai et au SERPAJ obtiennent la possibilité de conformer 4 coopératives dans l'*asentamiento* 22 de Enero. Plus tard, il a été accordé aux *piqueteros* de Barrios de Pie la constitution d'une coopérative à González Catán.

10. La description du *Plan Agua + Trabajo*, prend appui dans l'enquête que j'ai menée avec Marie-France Prévôt Schapira (CREDAL, Université Paris VIII) en Argentine entre mai 2004 et décembre 2005. Rapport en cours de rédaction.

11. Honneth, Axel : *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000. 1^{re} édition allemande, *Kampf um Anerkennung*, Frankfurt, 1992.

12. Je renvoie à la conceptualisation de la « société salariale » proposée par Robert Castel : *Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995. Pour le cas argentin, il n'est pas inutile de rappeler que le salariat commence à se structurer bien avant l'arrivée du péronisme au pouvoir. Le recensement de la population constate déjà en 1947 que 73,8% de la population active évolue dans des rapports de salariat tout à fait classiques. Cf. Torrado, Susana : *La estructura social de la Argentina 1945-1983*, Buenos Aires, Ediciones de la Flor, 1994, 2da. Edición.

13. Le syndicalisme péroniste est l'un des objets privilégiés de la sociologie et de l'historiographie argentines. Citons seulement les travaux classiques de Juan Carlos Portantiero et Miguel Murmis : *Estudio sobre los orígenes del peronismo*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1971; et de Juan Carlos Torre : *La formación del sindicalismo peronista*, Buenos Aires, Legasa, 1988 ; et *Los sindicatos en el gobierno, 1973-1976*, Buenos Aires, CEAL, 1989.

14. Luis D'Elía est le leader de la Fédération Terre et Logement (FTV pour son sigle en espagnol). Début 2006, le gouvernement crée à sa mesure la *Subsecretaría de Tierra y Vivienda* avec un budget annuel de 100 millions d'euros. Ce Secrétariat se trouve dans l'orbite de la *Secretaría de Obras Públicas* du *Ministerio de Planificación Federal*, là où se trouvent le *Plan Agua + Trabajo* et les coopératives de travail pour la construction de logements sociaux. D'Elía fut obligé à démissionner de son poste de Secrétaire d'Etat lors du conflit diplomatique entre l'Argentine et le Venezuela, en décembre 2006.

15. Merklen, Denis : *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, Lille, ANRT, 2006.

16. Le premier *asentamiento* fut organisé par des curés de la zone Sud de la banlieue de Buenos Aires en 1981, dans le district de Quilmes. L'initiative est fortement réprimée par les militaires. Puis le mouvement trouve un ancrage à La Matanza où il réapparaît en 1986, déjà en démocratie, avant de se répandre dans toute la banlieue avec des centaines de quartiers abritant parfois plusieurs milliers de personnes. L'*asentamiento* « 22 de Enero », par exemple, abrite plus de 10 000 habitants. Malheureusement, il est impossible de fournir des chiffres sur la population de ces quartiers car selon la manière dont on produit les données en Argentine, il est impossible de les discriminer

à partir des recensements statistiques de la population. Les *asentamientos* ont ainsi donné une nouvelle force à la vieille tradition de militantisme dans les quartiers présent à la fois dans le « *fomentismo* » des quartiers pavillonnaires et dans les « organisations de base » des bidonvilles.

17. Les expulsions vers la périphérie de Buenos Aires continuèrent pendant tout le régime militaire avec les grands travaux de rénovation, notamment la démolition de milliers de logements pour la construction d'autoroutes. La loi de libéralisation des loyers de cette époque provoqua, elle aussi, une grande expulsion de milliers d'habitants appauvris de la capitale vers la périphérie de la banlieue.

18. Avec un taux d'augmentation des prix de 4 000 % par an au moment le plus dur, la crise dura près de trois ans entre 1989 et 1991 avec des effets dévastateurs sur le système social argentin dont le pays ne se remettra plus.

19. Prévôt Schapira, Marie-France : « Pauvreté, crise urbaine et émeutes de la faim dans le Grand Buenos Aires », *Problèmes d'Amérique latine* 95, Paris, 1^{er} trimestre 1990.

20. Cette réorientation des politiques publiques s'est faite avec un fort encouragement de plusieurs organismes internationaux (dont la Banque mondiale, la BID ou le PNUD), et une forte participation des sciences sociales. J'ai proposé une description et une analyse de ce mouvement dans « Du travailleur au pauvre. La question sociale en Amérique latine », *Etudes rurales*, n° 165-166, Paris, Editions de l'EHESS, 2003, pp. 171-196.

21. J'ai proposé une définition du concept de « politicalité » dans *Pobres Ciudadanos. Las clases populares en la era democrática (Argentina, 1983-2003)*, Buenos Aires, Ediciones Gorla, 2005.

22. Notons au passage que cette alliance politique va à contresens de la plupart des recommandations des organisations internationales lorsqu'il s'agit de diagnostiquer les causes de la pauvreté et les moyens de lutter contre elle. Que ce soit la Banque mondiale ou l'Unesco, il y a consensus à dire qu'une bonne partie du problème de la pauvreté provient de la corruption de l'Etat. On prône en conséquence de court-circuiter l'Etat au profit d'une action directe des organisations internationales et des ONG sur la société civile.